

B. MERCREDI

# L'INDÉPENDANCE

## BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

**PRIX** (Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année)  
 (Provinces, 13 fr. )  
 (La France, 24 fr. )  
 (L'Allemagne, 18 fr. )  
 (L'Angleterre, 17 sh. )  
 (Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.)

**D'ABONNEMENT.** payables d'avance

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

Observatoire Royal.

3 décembre, à midi.

3<sup>e</sup> jour de la lune

BAROMÈTRE OBSERVÉ.....	743 <sup>m</sup> 21
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.....	10 <sup>o</sup> 0
THERMOMÈTRE centigr. de l'air.....	9 <sup>o</sup> 5
Id. maximum depuis hier midi.....	9 <sup>o</sup> 5
Id. minimum depuis hier midi.....	4 <sup>o</sup> 3
EAU tombée.....	9 <sup>m</sup> 10
VENT.....	50
SOLEIL, lever.....	7 h. 45 m.
Id. coucher.....	3 h. 55 m.
LUNE, lever.....	matin 11 h. 47 m.
Id. coucher.....	soir 7 h. 41 m.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne.)  
 (RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.)  
 (FAITS divers corps du journal), 3 fr. la ligne.)

Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue 1-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITTE, BULLIER et C<sup>ie</sup>, 8, place de la Bourse.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASSENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne; p<sup>r</sup> l'Angleterre, à M. A. MAURICE, 43, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

## NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 2 décembre.

Il est confirmé aujourd'hui que le renouvellement partiel sera au nombre des mesures que les amis de M. Thiers vont demander dans la discussion qui aura lieu pour la nomination d'une commission, par suite du vote de l'amendement Dufaure. On dit que ce renouvellement se fera par régions, mais avant de déterminer les conditions de la mesure, il faut qu'elle passe en principe. Ce qui permet d'espérer le succès, au moins en séance publique, c'est que l'extrême gauche, tout en préférant la dissolution et tout en se croyant obligée d'abandonner la demande, se rallierait enfin au renouvellement partiel qui suffirait à coup sûr pour départager l'Assemblée et faire prévaloir bien clairement l'intention du pays. A plus forte raison, il en sera de même de la gauche républicaine, bien que dans la dernière réunion elle n'ait pris aucune résolution définitive, et, dès lors, on peut supposer que si tout le monde est exact, la majorité de vendredi (elle suffira au-delà) se retrouvera pour faire adopter la motion. Dans tous les cas, des partis qui s'obstineraient à refuser d'en appeler au pays, alors qu'il est avéré qu'ils ne sont pas en situation de s'entendre pour prendre le pouvoir, auraient devant l'opinion une responsabilité terrible avec laquelle il est impossible de vivre moralement.

On verrait donc si ces partis osaient, dans ce cas, persévérer dans un système de tactiques pures, de lutes sans issue avec le pouvoir exécutif, luites de la tranquillité et la prospérité du pays payeraient les frais.

Il y avait hier grande affluence à la présidence : M. Grévy lui-même y est venu apporter de nouveau à M. Thiers l'assurance de son dévouement. M. Thiers a recommandé aux nombreux membres de la gauche et du centre gauche l'exactitude pour la bataille prochaine des bureaux et l'observation de cette discipline dont l'oubli a causé le petit échec de samedi dernier.

M. Thiers paraissait, me dit-on, très-élevé, très-résolu, et aurait déclaré qu'il acceptait la lutte. C'était pendant ce moment qu'on faisait courir le bruit de la démission du président de la République, à tel point qu'on s'en était informé du fait à la préfecture de Versailles.

La démission de M. V. Lefranc, enregistrée ce matin à l'Officiel, ébranle d'autant moins le gouvernement qu'à la date du 27, M. Barthélemy Saint-Hilaire écrivait une lettre pour modérer les idées des Adresses. Beaucoup de versions ont couru sur le choix qui donnera un successeur à M. V. Lefranc; je crois qu'il l'auteur qu'il est, il n'y a rien de décidé encore. On a parlé, successivement, vous le savez, de M. Casimir Périer, de M. Martel ou de M. Dufaure. D'après les dernières nouvelles, M. Martel refuserait de façon absolue d'entrer dans le cabinet.

Quant à M. Casimir Périer, il n'accepterait qu'exceptionnellement. Cet honorable homme d'Etat révoque toujours la fusion des libéraux du centre droit et du centre gauche, et bien qu'il doive commencer à comprendre qu'il y a là une utopie irréalisable, il tiendrait à apporter au gouvernement l'appui d'un certain nombre de voix d'amis qu'il compte dans le centre droit; s'il peut croire avoir réalisé ce problème, il est possible qu'il accepte de faire partie de la combinaison. Pour aujourd'hui, je crois, rien n'est fait encore. Le nom de M. Ricard est en même temps prononcé.

On avait annoncé que M. de Gaulle se retirait; mais, d'après mes renseignements, cette nouvelle n'aurait aucun fondement, et le ministre des finances (on avait désigné pour ce portefeuille M. Casimir Périer) n'aurait pas plus de chance de partir que ses collègues qui, comme on sait, avaient donné leur démission, mais ont cru devoir rester, sur l'instance du président de la République.

Ce qui peut mettre obstacle à ces projets de M. Casimir Périer, de rallier dans le centre droit un groupe qui puisse rester un peu fidèle au président de la République, c'est qu'il y a, dit-on, dans une grande partie de cette même fraction parlementaire, une vive irritation contre ce même M. Casimir Périer, en conséquence de l'agression dont M. Batbie a été l'objet.

On sait que les bonapartistes avaient formé le projet de se grouper dans une réunion spéciale, dite de l'appel au peuple. Après quelques pourparlers et quelques séances préparatoires, l'idée on a été abandonnée. Il faut avouer que les bonapartistes seraient bien bons de se parquer ainsi comme des parias lorsqu'ils sont en passe de devenir les chefs de la même majorité qui, à la presque unanimité de ses membres, avait à Bordeaux proclamé la déchéance de l'empire. C'est là ce que font ressortir ce matin, dans un très-bon article de M. John Lemoine, les Débats, faisant très-à tort de pessimisme peu patriotique auquel ils se laissent entraîner depuis quelques jours. Le Temps et d'autres journaux font ressortir l'ignominie de ces alliances bonapartistes-fonctionnistes qui font présager aujourd'hui par quelques esprits timorés le retour prochain du régime impérial en France. Il est certain que cette coalition de toutes les intrigues dynastiques donne une très-grande gravité à la crise. Elle accroit, il faut le dire, malheureusement, les chances de bataille pour être dans tous les sens, mais elle ne diminue pas, tant s'en faut, les probabilités de triomphe de l'honnêteté, s'il est réel, comme quelquefois on l'a dit, et ce n'est pas un républicain, qui est toujours l'opinion publique qui remporte la dernière victoire.

Rien de nouveau quant à l'affaire du général Ducrot. Hier, à la réception de M. Thiers, quelques députés républicains, manifestant des inquiétudes à ce sujet, le président de la République aurait répondu qu'il ne pouvait donner que les prévisions qu'avait fait nature le général Ducrot fussent justifiées, toutes les mesures étaient prises pour qu'aucun danger ne fût à craindre de ce côté.

Le général de Cluseret et l'amiral Potin paraissent devoir, jusqu'à nouvel ordre, conserver leurs portefeuilles.

Comme très-petit détail, mais cependant caractéristique, on annonce que la commune où M. Batbie possède un château et la ville de Gex qui a contribué à élire M. Lucien Brun, sont au nombre des localités qui ont envoyé des Adresses républicaines à M. Thiers, ce qui peut faire supposer que la réélection de ces deux membres de la droite et du centre droit serait plus que douteuse. Au reste, il en est de même d'une très-grande quantité de représentants des idées dynastiques, et c'est là l'unique cause de leur acharnement à vouloir s'emparer des situations grâce auxquelles ils supposent qu'on peut influer sur les électeurs.

L'ensemble des journaux de départements de presse toutes les opinions est unanime à déclarer que

à dissolution ou au moins le renouvellement partiel est le seul moyen possible de sortir de l'impasse où se débat si malheureusement la France.

Le préfet de Lyon a mis en demeure le conseil municipal d'inscrire au budget les émoluments sous primés des congréganistes, sous peine de les voir rétablir d'office. Il est probable que c'est là ce qui adviendra définitivement.

Le pèlerinage qui a lieu à Notre-Dame d'Auray provient du vote de 700 marins qui s'étaient engagés à cette démonstration s'ils échappaient tous aux chances de la guerre; il n'y a eu parmi eux que quelques blessés et tous survivent. Beaucoup de Bretons s'associent à la reconnaissance qu'a produite ce miracle expliqué ou non.

Autre correspondance.

Paris, 2 décembre.

Le centre gauche s'est réuni aujourd'hui à une heure à Versailles sous la présidence de M. Ricard qui a donné lecture d'une lettre de M. l'amiral Saisant donnant sa démission de membre de cette réunion.

M. Lacaze, puis M. le président, au nom du centre gauche, ont remercié M. Casimir Périer de la réponse si nette et si juste qu'il a faite samedi aux attaques dirigées par M. Batbie contre le centre gauche.

M. Lacaze, dans un discours fort applaudi, a fait observer qu'à la séance de samedi il s'était cru revenu au temps où l'on présentait comme des ennemis de la religion et de la société tous ceux qui combattaient les candidatures officielles. Il a été stupéfait de trouver les mêmes arguments reproduits par les hommes de ce temps-là contre ceux qui ne suivent pas aujourd'hui leur politique et de voir ces hommes suivis par des collègues qui ne devraient pas partager leurs doctrines, ni rechercher leur alliance.

Le centre gauche est conservateur, a ajouté M. Lacaze, et il n'y a plus à cette heure d'autre terrain conservateur que celui sur lequel il l'a livré bataille.

M. Lacaze a demandé qu'à la première occasion un membre autorisé de ce groupe exposât à la tribune la ligne de conduite qu'il s'est tracée et dans laquelle il entend persister.

M. Casimir Périer a pris ensuite la parole. Il a déclaré que si M. Batbie demandait la parole sur le procès-verbal de la séance de samedi, il en profiterait, tout en laissant de côté les questions personnelles, pour expliquer en deux mots ce qu'est et ce que veut le centre gauche.

M. Lefebvre-Pontalis a demandé la réunion d'examiner la question de savoir si faut voter pour que les bureaux soient appelés à nommer demain, mardi, 3 décembre, on jeudi, la commission à instituer en exécution de l'ordre du jour voté le 29 novembre.

M. Picard a émis l'avis qu'il valait mieux que la nomination de la commission eût lieu le plus tôt possible. L'observateur subsiste encore après les votes des 29 et 30 novembre. Si l'union avec le centre droit, que M. Picard espérait, n'est pas faite, il s'en plaindra; sinon, il faut discuter sérieusement avec le gouvernement l'utilité du renouvellement partiel, et opposer une digue à la politique véritablement violente de la droite.

La réunion a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu de décider par avance quel jour il convient de nommer la commission dont il s'agit et que chacun votera suivant ses impressions personnelles.

La réunion a chargé ensuite le bureau de dresser la liste des commissaires que le centre gauche devra nommer lors de la composition de la commission des trente membres dont il a été parlé.

Le gouvernement a acquis la certitude que le comte de Chambord avait donné l'ordre à tous ses fidèles de voter contre M. Thiers.

C'est dans un conseil des ministres tenu hier, à 4 heures, que la démission de M. Victor Lefranc a été acceptée.

Aujourd'hui à midi le conseil des ministres s'est réuni pour s'occuper du remplacement de M. Victor Lefranc; aucune décision n'a été prise.

Je crois que la nomination de M. Calmon, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, comme gouverneur de la Banque de France, dont on parle dans les régions gouvernementales, faciliterait les nouvelles combinaisons.

Il serait, en effet, urgent de placer à la tête de la Banque de France un homme dévoué à la politique de M. Thiers; quand on voit les efforts que font les bonapartistes pour amener la baisse à la bourse, il est de la plus grande nécessité de ne pas laisser à la tête de ce grand établissement un bonapartiste de la trempe de M. Rouland.

Il paraît certain que des sous-secrétaires d'Etat seront nommés dans tous les ministères.

M. Victor Lefranc assistait aux deux conseils des ministres tenus hier. Tous les ministres, sauf deux, m'assure-t-on, avaient remis leur démission entre les mains de M. Thiers. Une pareille détermination était sans doute imprudente. Si M. Thiers avait dû donner un nouveau cabinet, il n'aurait pas pu le prendre tout entier dans une seule séance, avec une Chambre aussi divisée que celle-ci et avec une majorité qui manifestement n'est point homogène.

Il lui aurait donc fallu choisir ses ministres dans les divers groupes ralliés autour de lui, et dans ce cas la dissolution des ministères actuels n'aurait eu aucune signification, puisque le nouveau cabinet aurait été l'image fidèle du précédent. Aussi cette démission a-t-elle été immédiatement retirée.

On affirme que MM. Martel et Casimir Périer ont refusé le portefeuille de l'intérieur; M. Ricard sera certainement nommé ministre des travaux publics.

Si j'en crois mes informations, le gouvernement aurait, dans les deux conseils qu'il a tenus, arrêté la ligne de conduite qu'il compte suivre dans un bref délai; mais rien n'a transpiré de ses projets. Aussi, toutes les nouvelles qui pourront circuler doivent-elles être acceptées sous toutes réserves.

Il paraît probable que le gouvernement va voir de solution à cette crise parlementaire que dans le renouvellement partiel, mais qu'il laissera aux représentants qui l'ont soutenu le 29 novembre le soin d'aviser aux réformes qu'ils croiraient urgent de présenter pour permettre au président de la République de continuer son œuvre sans être perpétuellement ébranlé par les agitations furieuses du bonapartisme et du royalisme coalisés.

## AVIS.

Nous prions très-instamment ceux de nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 de ce mois de vouloir bien le renouveler aussitôt que possible.

Nos lecteurs des PROVINCES savent qu'ils doivent, pour tout abonnement nouveau, s'adresser au bureau de poste le plus voisin de leur localité. Les facteurs se chargent ensuite de tous les renouvellements.

Nos abonnés de l'étranger doivent s'adresser, suivant les pays, au bureau de poste ou à nos correspondants, ou bien nous envoyer directement leur demande accompagnée d'un mandat à vue, mandat de poste, de banque ou de commerce, sur Bruxelles ou Paris.

Au nombre des indications inscrites en permanence dans l'entête de l'Indépendance, se trouve celle-ci :

« Tout changement d'adresse doit être accompagné de LA DERNIÈRE BANDE. »

Nous ne saurions trop prier nos abonnés, — toujours en vue d'éviter, à nous des complications, à eux-mêmes des retards ou des erreurs, — de se conformer à cette dernière recommandation.

BRUXELLES, 3 décembre.

## REVUE POLITIQUE.

M. Victor Lefranc n'est pas le seul des ministres français qui ait voulu déposer son portefeuille, à la suite de l'ordre du jour voté par l'Assemblée pour blâmer les Adresses des conseillers municipaux au chef de l'Etat. Tout le cabinet, moins un ou deux de ses membres, avait offert sa démission, pour laisser à M. Thiers sa pleine liberté d'action, mais cette démission a été retirée immédiatement à la demande du Président.

Beaucoup de bruits continuent à circuler à propos du successeur toujours attendu de M. Lefranc. Rien n'est fait encore et l'on assure que M. Thiers veut connaître le résultat de la séance des bureaux jeudi, avant de prendre un parti. D'après nos informations les plus récentes, M. Martel ne serait pas le titulaire probable du ministère de l'intérieur. Il aurait, de même que M. Casimir Périer, refusé le portefeuille qui lui était offert. En revanche, M. Ricard aurait accepté le portefeuille des travaux publics, et sa nomination au département laissé vacant par M. de Larcy serait certaine.

Ces questions ministérielles, d'ailleurs, passionnent infiniment les ministres du budget de la guerre et les ministres de l'intérieur. Elles paraissent presque mesquines devant les incertitudes et les difficultés fondamentales de la situation. De tous côtés, on cherche des remèdes à ces difficultés, mais on a beau imaginer expédient sur expédient, on ne parvient à en découvrir aucun qui vaille celui que le Président de l'Assemblée, dans ses divisions, dans ses passions, et surtout dans l'opposition des sentiments et des aspirations d'une fraction considérable de ses membres avec les sentiments et les aspirations de la nation. Aussi, en dehors, bien entendu, de la droite où l'on tient en réserve la panacée du gouvernement de combat, en arrive-t-on unanimement à trouver qu'il n'y a d'autre remède possible qu'un appel au pays, soit par des élections générales, soit par un renouvellement partiel.

On espère toujours que le gouvernement prendra l'initiative d'une proposition dans ce but, ou tout au moins qu'il appuiera énergiquement celle qui, à son défaut, sera faite par le centre gauche ou la gauche. Et l'on est si bien convaincu qu'il n'y a point d'issue légale à la crise, que des journaux, en prévision d'un rejet du renouvellement partiel par la Chambre, mettent en avant une combinaison qui, selon eux, aurait le même résultat. Ils demandent que 86 membres de l'opinion républicaine, — un par département, — donnent leur démission et mettent ainsi le pays en mesure de se prononcer. Cela paraît assez plausible, au premier abord, mais il y a un inconvénient et même un danger. La démission de 86 députés républicains rendrait sur-le-champ le budget matrasse absolue dans l'Assemblée et le premier usage qu'elle ferait de la majorité incontestable qu'on lui aurait ainsi donnée, ce serait sans nul doute de voter une loi proscrivant les élections partielles. Un de ses membres a déjà présenté une proposition conçue dans cet esprit, et si la droite pouvait hésiter à l'adopter, dans les conditions où elle se produit actuellement, elle l'adopterait pas à coup sûr à répondre à la demande de majorité au coup de tactique que l'on conseille à la gauche. Celle-ci ne s'y exposerait point.

Le rôle prépondérant que les bonapartistes ont joué dans la séance où la coalition monarchiste a réussi à renverser M. Victor Lefranc est le sujet de bien des commentaires qui ne sont pas à l'honneur ou à la gloire des orléanistes et des légitimistes.

L'alliance intime de M. le duc d'Audiffret-Pasquier avec M. Rouher ne révèle pas moins la conscience publique que le rôle républicain de l'alliance ouverte entre M. le duc d'Aumale et M. le prince Napoléon (d'Orléans), dont l'avenir, au train dont vont les choses, nous réserve peut-être l'édifiant spectacle. En présence de l'ascendant si subitement conquis par les mandataires de l'homme de Sedan sur tous ces royalistes qui, naguère, proclamaient avec une fureur patriotique l'indignité et la déchéance d'un César de rencontre et de malheur; devant cette union monstrueuse, on songe à peine à s'étonner que ce soit le parti dont M. Rouher est le chef qui ait osé protester, au nom de la légalité, contre les Adresses des conseillers municipaux. Il est vrai que M. Rouher figure la veille au nombre des 335 qui se sont réunis à la Chambre pour signer la déchéance de la responsabilité ministérielle, tout ce qui, sous l'Empire, a été déclaré radicalement impossible et personnel, si ce n'est le système de l'irresponsabilité, l'avènement du régime de la responsabilité, même apparente, n'est que le signal de sa chute du pouvoir.

Les journaux de Berlin publient en grande partie la liste des nouveaux pairs que le télégraphe nous a déjà fait connaître et qui répond aux catégories indiquées dans le premier télégramme que notre correspondant de Berlin nous a fait parvenir dès dimanche après-midi. Nous nous arrêtons à la signature de l'empereur Guillaume. Tous les journaux ne sont pas exacts. Ils ont peut-être figuré sur la première liste, qui a été modifiée en dernier lieu.

L'impression des feuilles libérales est généralement favorable. Elles considèrent la mesure

comme un premier pas dans la voie de la réforme et qui devra nécessairement avoir des conséquences ultérieures dans le sens libéral. La Gazette de la Croix, de son côté, signale « le grand nombre » des nouveaux membres qui vont entrer à la Chambre des Seigneurs.

Une réunion des ultraconservateurs est convoquée d'urgence pour avis.

L'Assemblée fédérale de la République belvétique s'est réunie hier en session ordinaire. Le Conseil national a siégé sous la présidence de son doyen d'âge, M. le colonel Stettelin. Comme la question de la révision de la Constitution domine toutes les autres en Suisse, le président a fait remarquer, dans la petite allocution par laquelle, suivant l'usage, il a inauguré les travaux législatifs, que le plébiscite du 12 mai, qui a rejeté le projet de réforme, est en désaccord avec les élections pour le renouvellement de la Chambre populaire, lesquelles ont été favorables à la réforme. Celle-ci, du reste, a ajouté M. Stettelin, revendra certainement à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Le Conseil national a dû procéder aujourd'hui à la constitution de son bureau.

Le Conseil des Etats a choisi pour président M. Roguin, de Lausanne, et pour vice-président M. Kopp, de Lucerne.

D'après les dernières informations venues de Constantinople, le ministère ottoman, tant remanié depuis quelque temps, allait subir une nouvelle transformation. Il paraît qu'il n'en sera rien, pour le moment du moins. Une dépêche nous apprend, en effet, que la position du cabinet Mehmet-Ruchdi s'est consolidée. Le Sultan, à l'occasion de la fête du Bairam, aurait donné aux ministres des témoignages de satisfaction.

Par le câble transatlantique nous recevons de Washington une analyse sommaire du Message du président Grant.

Le Président constate avec bonheur que tous les différends qui menaçaient un instant d'altérer les bonnes relations de l'Union avec d'autres puissances ont été successivement apaisés; le jugement arbitral de l'empereur d'Allemagne, accepté de bonne grâce par l'Angleterre, avec satisfaction par l'Amérique, a écarté la dernière question qui se rattachait à la délimitation du territoire des Etats-Unis.

Le Président a des paroles cordiales pour la France, la Russie et l'Allemagne auxquelles le peuple américain doit une sincère amitié.

Le Président rend justice au défunt président de la République mexicaine, et il exprime la confiance que son successeur suivra la même politique de pacification et de respect pour les droits et le repos des pays voisins.

Par contre, il regrette que l'état des choses à Cuba ne s'améliore pas; l'insurrection n'a aucun espoir d'y réussir, mais l'Espagne elle-même est impuissante à rendre la paix à sa colonie, parce qu'elle ne se décide pas à y faire disparaître complètement la lèpre de l'esclavage.

## Post-scriptum.

La discussion des budgets marche rapidement au sein de l'Assemblée nationale de France. Dans sa séance de ce jour, la Chambre a adopté, sur 48 chapitres du budget des travaux publics. L'examen n'a donné lieu à aucun débat important, et l'on ne signale, en dehors de la séance, aucun nouvel incident politique. La grande bataille est toujours remise à demain, dans les bureaux, pour la nomination des membres de la grande commission conseil. L'instabilité est plus que jamais à l'ordre du jour dans les régions ministérielles en Turquie. A peine une dépêche a-t-elle assuré que le cabinet, que l'on disait ébranlé, est consolidé, qu'un nouveau télégramme annonce un nouveau changement imminent. Et ce serait maintenant la situation du grand vizir lui-même qui serait compromise, au dire d'une dépêche qui nous parvient de Constantinople, devant céder la place à Mamik pacha, ancien gouverneur de Djeddah à l'époque des massacres qui ensanglantèrent cette ville en 1839. — Après cela, peut-être, un nouveau télégramme nous apprendra-t-il demain que tous ces bruits n'ont rien d'exact et que Buschdi pacha reste à son poste... jusqu'à ce qu'une intrigue de séail le renverse, c'est-à-dire dans quarante-huit heures peut-être.

La Chambre des Représentants avait aujourd'hui son ordre du jour l'interpellation de M. Bergé sur l'inhumation de l'évêque de Tournai.

Mais avant la pièce principale, M. le ministre des finances nous a fait la surprise et la gracieuse d'un lever de rideau.

L'honorable ministre a été piqué au vif par la protestation récente du collège échevinal d'Anvers, qui déclare n'avoir jamais approuvé le projet de loi sur les servitudes militaires. M. Malou avait dit à la Chambre que les membres de l'administration communale lui avaient paru satisfaits du projet et de ses explications. Comme ces messieurs ne lui faisaient pas d'objection, il a supposé qu'ils étaient ravis. Cette application du proverbe : « Qui ne dit mot consent », est un peu exagérée. M. Malou lui-même semble le reconnaître, mais comme il ne pardonne pas au collège de partager l'opinion de M. Bara sur le caractère de l'indemnité allouée pour les servitudes militaires, il a cherché un moyen de se venger, et il en a eu l'occasion. Il a prié le Sénat de ne point statuer sur le projet avant que l'on sache si les intéressés protestent ou non.

Tel est l'objet de la communication que M. le ministre des finances a faite à la Chambre au début de la séance. L'honorable ministre paraissait très-satisfait de lui-même et M. Coomans, charmé de ce bon tour qui lui a rappelé sa virtuosité d'autoiret, a manifesté hautement toute sa joie.

Avec MM. Bara et Guillery nous trouvons la plaisanterie puerile.

M. le ministre des finances confond à plaisir l'administration communale d'Anvers avec les propriétaires des terrains grevés de servitudes militaires. Ceux-ci ne refusent pas l'argent qu'on leur offre; cela va sans dire. Ils préféreraient qu'on reconstruît leur droit au lieu de leur abandonner une aumône. Peut-être même ne seraient-ils pas fâchés de recevoir davantage. Mais ils prennent ce qu'on leur donne. C'est toujours cela, se disent-ils. Cela vaut mieux que rien. Mais quand ils auront touché leur part d'indemnité, quand il sera reconnu qu'ils ne protestent pas, cela prouvera-t-il que l'administration communale d'Anvers, le bourgmestre et les échevins libéraux de cette grande cité sont en dissension avec leurs amis politiques de la représentation nationale sur ce qu'il y a d'inconstitutionnel

nel dans le projet de loi politique et électoral, et ce qu'il y a d'humiliant pour leur ville dans la façon dont l'indemnité lui est allouée?

M. Malou n'a rien répondu aux observations de M. Guillery que nous venons de résumer. Si fin qu'il soit, l'honorable ministre des finances en a été cette fois pour ses frais de malice.

L'interpellation de M. Bergé est venue ensuite. Elle a été présentée par l'honorable député de Bruxelles avec beaucoup d'habileté et de netteté.

Avec habileté, disons-nous. En effet, si le décret de prairial a été violé à Tournai, sous le consulat de MM. de Thoux et Malou, il a été violé à Malines et à Gand du temps du ministère libéral. Ces précédents étaient un écueil que M. Bergé a tourné très-adroitement. Il a fait remarquer qu'à Gand et à Malines, l'inhumation des prêtres dans leurs cathédrales avait été humblement sollicitée par le clergé comme une faveur; que, d'ailleurs, l'opinion du ministère libéral était bien connue; que s'il a reculé, c'est par modération, pour ne pas avoir l'air de violenter les consciences, pour ne pas donner à ses adversaires un thème à exploiter. A Tournai la situation est toute différente. Il y a eu escamotage, fraude, violation formelle de la loi, délit manifeste, car l'enterrement de M. Labis dans la cathédrale, au mépris du décret de prairial, s'est accompli sans permis d'inhumation.

MM. Pirmez, Jamar et Bara, membres de l'ancien cabinet libéral, semblaient très-contents de ces explications. Dès ce moment l'appui de la gauche tout entière était acquis à l'interpellation de M. Bergé.

Avec fermeté, ajoutons-nous, car l'honorable membre est d'avis qu'en pareille matière, les précédents ne font pas titre. Il demande au ministère actuel de faire connaître son opinion, et il lui dit : Si la conduite du clergé de Tournai est illégale, il faut agir. Si elle est légale, de quel texte en déduisez-vous la légalité? Si, bien qu'il l'illégale, elle est légitime à vos yeux, en principe, en théorie pure, consacrez-en la légitimité; présentez une loi; ou la discutez.

M. le ministre de la justice a loyalement reconnu que la loi avait été violée; il a déclaré qu'une instruction judiciaire était commencée, et que la justice suivrait son cours. Quant à l'exhumation il assure que la loi ne donne pas à la justice, ni même au gouvernement, le pouvoir de l'ordonner.

M. Bergé a naturellement fait ressortir les inconvénients de cette situation qui a pour effet de perpétuer la violation de la loi, moyennant une amende insignifiante payée par un chanoine.

L'interpellation de M. Bergé et les explications de M. le ministre de la justice ont soulevé un long débat que M. Dumortier a essayé de passionner, en mettant M. Bergé personnellement sur la sellette. Mais l'honorable député de Bruxelles a repoussé avec une dignité qui a fait une vive impression sur la Chambre, les attaques érudites du vénérable apôtre de la liberté de la mort!

Plusieurs orateurs ont encore pris la parole : MM. Guillery, Drubbel et Bara, sans parler de M. le ministre de la justice qui est intervenu à mainte reprise dans le débat.

Le temps nous manque pour insister sur tous les détails intéressants de cette séance; mais nous y reviendrons.

A la fin de la séance, la Chambre a définitivement adopté, par 63 voix et une abstention, le titre des sociétés du code de commerce.

## On lit dans le Journal de Bruxelles :

« Nous apprenons que M. Dumont, de Chassart, vient d'être nommé évêque de Tournai par le Saint-Père. »

M. Dumont, fils d'un riche propriétaire à Chassart, après avoir fait ses études au séminaire de Tournai, a été le terminer à Rome. De là, il est entré dans les Missions étrangères, et a été pendant plusieurs années, dans l'Amérique septentrionale. Lorsque les évêques d'Amérique conçurent le projet d'établir un collège près de l'université catholique de Louvain, M. Dumont fut choisi par eux pour le présider, et c'est en ce moment qu'il est de retour en Belgique.

## Actes officiels. (Extrait du Moniteur.)

— RÉVISION DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Par arrêté royal du 30 novembre, le sieur Delcroix, procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, est nommé membre de la commission de révision du code d'instruction criminelle, en remplacement du sieur de Bavy, procureur général honoraire, dont la démission est acceptée.

— TRIBUNAUX. — Par arrêté royal du 30 novembre, le sieur Van Weter (E.), avocat à Audenarde, est nommé avocat près le tribunal de première instance séant en cette ville, en remplacement du sieur Fransman, démissionnaire.

— Par arrêté royal du 30 novembre, le sieur Daville (J.), candidat huissier à Hooglede, est nommé huissier près le tribunal de première instance séant à Ypres.

— Le département des affaires étrangères a reçu les communications suivantes :

1<sup>re</sup> De M. le vice-consul de Belgique à la Nouvelle-Orléans : rapport sur le mouvement maritime entre la Belgique et la Nouvelle-Orléans.

2<sup>o</sup> Rapport de M. le consul général de Belgique à Stockholm sur le mouvement commercial des denrées alimentaires en Suède, pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 1871 au 1<sup>er</sup> septembre 1872; ce travail est suivi de quelques observations sur la récolte de cette année.

3<sup>o</sup> Rapport de M. le consul de Belgique à la Rochelle sur le mouvement commerciale et industrielle de la Rochelle.

4<sup>o</sup> De M. le consul de Belgique à Nice : rapport sur le mouvement commercial entre la Belgique et Nice.

5<sup>o</sup> Travail de M. le consul de Belgique à la Nouvelle-Orléans sur la situation agricole, commerciale et industrielle de la Louisiane en 1871-1872.

— La ville de Bruxelles a intenté pendant le dernier exercice soixante-seize actions en expropriation : soixante-cinq pour les travaux d'assainissement







Le Président recommande, à cette fin, la création d'une commission spéciale. Il dit que l'empereur d'Allemagne a droit aux remerciements sincères du gouvernement et du peuple des États-Unis, pour la peine et le travail qu'il s'est donné en examinant ce différend difficile.

Les remerciements ont été adressés aux chefs des trois puissances amies — le Brésil, l'Italie et la Suisse — pour leur nomination des arbitres à Genève; et le peuple américain rend hommage à la dignité, à la patience, à l'impartialité et à l'habileté des arbitres qui ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs difficiles fonctions.

Le président s'associe aux hommages que le gouvernement de Sa Majesté a rendus au jugement, à la patience et à la sagesse dont ont fait preuve dans cette affaire M. Adams et l'émment conseil qui lui avait été adjoint.

Le jugement arbitral de l'empereur d'Allemagne, ajoute le président Grant, confirme la revendication américaine des îles situées entre le continent et l'île de Vancouver. Il met les États-Unis, pour la première fois dans leur histoire, à l'abri de toute contestation de frontières. C'est un événement digne de celui de reconnaître la promptitude et la spontanéité avec lesquelles le gouvernement anglais a exécuté les conditions de l'arbitrage retirant ses troupes pour laisser aux États-Unis la possession exclusive du territoire contesté. Il reste maintenant à compléter la démarcation et à déterminer la limite du canal de Haro, sur quoi la commission n'a pu tomber d'accord.

Le président dit ensuite qu'avec la France leur plus ancienne alliée, avec la Russie leur amie fidèle et solide, avec le gouvernement et le peuple de l'Amérique les États-Unis ont plus d'un lien d'amitié. Quant aux autres puissances, les relations avec elles sont des plus amicales.

La prochaine exposition de Vienne sera un nouveau pas dans la voie de la civilisation, dans le progrès de l'industrie et du travail, et un gage de plus de bon vouloir entre les nations. Des mesures seront prises pour disposer des navires propres à transporter à Trieste les articles destinés à l'exposition.

Le message patréux du tribut, exprimé par le président, récemment dû au Mexique, confirmera par les résultats de son administration la bonne opinion que le monde se fait de son patriotisme, et résoudra les relations avec les pays voisins. Cette conduite est devenue absolument nécessaire par suite des actes désordonnés qui ont troublé dans les établissements limitrophes et qui ont cessé sous le régime de l'ordre.

En parlant de Cuba, le président dit que la pacification de cette île n'a pas fait un pas. L'insurrection n'a aucune chance de succès, et pourtant l'Espagne ne réussit pas à la comprimer. La continuation de l'insurrection est sans aucun doute ce qui encourage le plus fortement la persistance de la lutte.

Un abus terrible entraîne naturellement un terrible mal. La loi de l'émancipation des esclaves est restée une lettre morte. Le président exprime le regret de voir des Américains entretenir des esclaves dans l'île de Cuba au mépris des lois de leur propre pays.

Il regrette aussi que la république de Venezuela continue à ne pas payer ce qu'elle doit par suite de la convention arbitrale de 1866.

Les relations établies par le traité avec le Japon n'ont subi aucun changement. On espère que les États-Unis prendront leur part du commerce destiné à affluer entre la Chine, le Japon et le monde commercial.

M. Boutwell, secrétaire d'Etat pour les finances, estime les recettes pour l'année financière, échéant le 30 juin prochain, à 274 millions de dollars, les dépenses à 270 millions, la réduction de la dette publique à 100 millions.

Le Président recommande, à cette fin, la création d'une commission spéciale. Il dit que l'empereur d'Allemagne a droit aux remerciements sincères du gouvernement et du peuple des États-Unis, pour la peine et le travail qu'il s'est donné en examinant ce différend difficile.

Les remerciements ont été adressés aux chefs des trois puissances amies — le Brésil, l'Italie et la Suisse — pour leur nomination des arbitres à Genève; et le peuple américain rend hommage à la dignité, à la patience, à l'impartialité et à l'habileté des arbitres qui ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs difficiles fonctions.

Le président s'associe aux hommages que le gouvernement de Sa Majesté a rendus au jugement, à la patience et à la sagesse dont ont fait preuve dans cette affaire M. Adams et l'émment conseil qui lui avait été adjoint.

Le jugement arbitral de l'empereur d'Allemagne, ajoute le président Grant, confirme la revendication américaine des îles situées entre le continent et l'île de Vancouver. Il met les États-Unis, pour la première fois dans leur histoire, à l'abri de toute contestation de frontières. C'est un événement digne de celui de reconnaître la promptitude et la spontanéité avec lesquelles le gouvernement anglais a exécuté les conditions de l'arbitrage retirant ses troupes pour laisser aux États-Unis la possession exclusive du territoire contesté. Il reste maintenant à compléter la démarcation et à déterminer la limite du canal de Haro, sur quoi la commission n'a pu tomber d'accord.

Le président dit ensuite qu'avec la France leur plus ancienne alliée, avec la Russie leur amie fidèle et solide, avec le gouvernement et le peuple de l'Amérique les États-Unis ont plus d'un lien d'amitié. Quant aux autres puissances, les relations avec elles sont des plus amicales.

La prochaine exposition de Vienne sera un nouveau pas dans la voie de la civilisation, dans le progrès de l'industrie et du travail, et un gage de plus de bon vouloir entre les nations. Des mesures seront prises pour disposer des navires propres à transporter à Trieste les articles destinés à l'exposition.

Le message patréux du tribut, exprimé par le président, récemment dû au Mexique, confirmera par les résultats de son administration la bonne opinion que le monde se fait de son patriotisme, et résoudra les relations avec les pays voisins. Cette conduite est devenue absolument nécessaire par suite des actes désordonnés qui ont troublé dans les établissements limitrophes et qui ont cessé sous le régime de l'ordre.

En parlant de Cuba, le président dit que la pacification de cette île n'a pas fait un pas. L'insurrection n'a aucune chance de succès, et pourtant l'Espagne ne réussit pas à la comprimer. La continuation de l'insurrection est sans aucun doute ce qui encourage le plus fortement la persistance de la lutte.

Un abus terrible entraîne naturellement un terrible mal. La loi de l'émancipation des esclaves est restée une lettre morte. Le président exprime le regret de voir des Américains entretenir des esclaves dans l'île de Cuba au mépris des lois de leur propre pays.

Il regrette aussi que la république de Venezuela continue à ne pas payer ce qu'elle doit par suite de la convention arbitrale de 1866.

Les relations établies par le traité avec le Japon n'ont subi aucun changement. On espère que les États-Unis prendront leur part du commerce destiné à affluer entre la Chine, le Japon et le monde commercial.

M. Boutwell, secrétaire d'Etat pour les finances, estime les recettes pour l'année financière, échéant le 30 juin prochain, à 274 millions de dollars, les dépenses à 270 millions, la réduction de la dette publique à 100 millions.

Le Président recommande, à cette fin, la création d'une commission spéciale. Il dit que l'empereur d'Allemagne a droit aux remerciements sincères du gouvernement et du peuple des États-Unis, pour la peine et le travail qu'il s'est donné en examinant ce différend difficile.

Les remerciements ont été adressés aux chefs des trois puissances amies — le Brésil, l'Italie et la Suisse — pour leur nomination des arbitres à Genève; et le peuple américain rend hommage à la dignité, à la patience, à l'impartialité et à l'habileté des arbitres qui ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs difficiles fonctions.

Le président s'associe aux hommages que le gouvernement de Sa Majesté a rendus au jugement, à la patience et à la sagesse dont ont fait preuve dans cette affaire M. Adams et l'émment conseil qui lui avait été adjoint.

Le jugement arbitral de l'empereur d'Allemagne, ajoute le président Grant, confirme la revendication américaine des îles situées entre le continent et l'île de Vancouver. Il met les États-Unis, pour la première fois dans leur histoire, à l'abri de toute contestation de frontières. C'est un événement digne de celui de reconnaître la promptitude et la spontanéité avec lesquelles le gouvernement anglais a exécuté les conditions de l'arbitrage retirant ses troupes pour laisser aux États-Unis la possession exclusive du territoire contesté. Il reste maintenant à compléter la démarcation et à déterminer la limite du canal de Haro, sur quoi la commission n'a pu tomber d'accord.

Le président dit ensuite qu'avec la France leur plus ancienne alliée, avec la Russie leur amie fidèle et solide, avec le gouvernement et le peuple de l'Amérique les États-Unis ont plus d'un lien d'amitié. Quant aux autres puissances, les relations avec elles sont des plus amicales.

La prochaine exposition de Vienne sera un nouveau pas dans la voie de la civilisation, dans le progrès de l'industrie et du travail, et un gage de plus de bon vouloir entre les nations. Des mesures seront prises pour disposer des navires propres à transporter à Trieste les articles destinés à l'exposition.

Le message patréux du tribut, exprimé par le président, récemment dû au Mexique, confirmera par les résultats de son administration la bonne opinion que le monde se fait de son patriotisme, et résoudra les relations avec les pays voisins. Cette conduite est devenue absolument nécessaire par suite des actes désordonnés qui ont troublé dans les établissements limitrophes et qui ont cessé sous le régime de l'ordre.

En parlant de Cuba, le président dit que la pacification de cette île n'a pas fait un pas. L'insurrection n'a aucune chance de succès, et pourtant l'Espagne ne réussit pas à la comprimer. La continuation de l'insurrection est sans aucun doute ce qui encourage le plus fortement la persistance de la lutte.

Un abus terrible entraîne naturellement un terrible mal. La loi de l'émancipation des esclaves est restée une lettre morte. Le président exprime le regret de voir des Américains entretenir des esclaves dans l'île de Cuba au mépris des lois de leur propre pays.

Il regrette aussi que la république de Venezuela continue à ne pas payer ce qu'elle doit par suite de la convention arbitrale de 1866.

Les relations établies par le traité avec le Japon n'ont subi aucun changement. On espère que les États-Unis prendront leur part du commerce destiné à affluer entre la Chine, le Japon et le monde commercial.

M. Boutwell, secrétaire d'Etat pour les finances, estime les recettes pour l'année financière, échéant le 30 juin prochain, à 274 millions de dollars, les dépenses à 270 millions, la réduction de la dette publique à 100 millions.



